



PRÉFET DE LA CÔTE D'OR

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°.....⁹³⁸ DU.....²⁰.DEC...²⁰¹⁸

PORTANT MISE EN DEMEURE

Société Dijon Céréales

Commune de MIREBEAU SUR BEZE

LE PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ
PRÉFET DE LA CÔTE D'OR
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VUS ET CONSIDÉRANTS

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1, L.512-20, L. 514-5 ;

VU l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les stockages d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium soumis à autorisation au titre de la rubrique 4702 et les stockages de produits soumis à autorisation au titre de la rubrique 4703 ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 juin 1986 autorisant la société Dijon Céréales à exploiter le stockage de céréales et d'engrais dans son établissement sur le territoire de la commune de Mirebeau sur Beze ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement établi le 25 octobre 2018 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement à la suite de l'inspection des installations réalisée le 26 septembre 2018 ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Accueil général du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et 13 h 30 à 17 h
Accueil titres et réglementation du lundi au vendredi de 8 h 30 à 13 h

ADRESSE POSTALE : 21041 DIJON CEDEX – téléphone 03 80 44 64 00 – télécopie 03 80 44 65 72 – <http://www.bourgogne.gouv.fr>

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 26 septembre 2018, l'inspecteur de l'environnement (spécialité ICPE) a constaté que l'exploitant ne respecte par les dispositions suivantes :

- article 9 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 modifié susvisé ;
- ARTICLE 10.6 DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 13 AVRIL 2010 MODIFIÉ SUSVISÉ ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure la société Dijon Céréales de respecter ces prescriptions ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture de la Côte d'Or ;

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 – OBJET

La société Dijon Céréales exploitant une installation de stockage de céréales et d'engrais, soumise à autorisation, sise route de Gray sur la commune de Mirebeau sur Bèze est mise en demeure de respecter, à compter de la notification du présent arrêté :

- **dans un délai de six mois**, les dispositions prévues à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les stockages d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium soumis à autorisation au titre de la rubrique 4702 et les stockages de produits soumis à autorisation au titre de la rubrique 4703.
- **dans un délai de trois mois**, les dispositions prévues à l'article 10.6 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les stockages d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium soumis à autorisation au titre de la rubrique 4702 et les stockages de produits soumis à autorisation au titre de la rubrique 4703.

ARTICLE 2 – SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 3 – VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Dijon sis 22 rue d'Assas, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le recours peut être déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

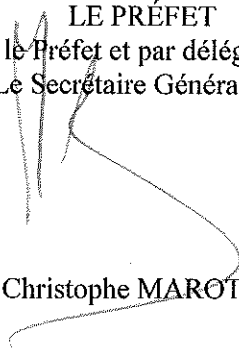
ARTICLE 4 – EXÉCUTION

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or M. M. le Maire de la commune de Mirebeau sur Beze, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne Franche-Comté et M. le Directeur de la société Dijon Céréales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera notifiée à :

- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne Franche-Comté ;
- M. le Directeur des Archives Départementales ;
- M. le Directeur de la société Dijon Céréales ;
- M. le Maire de la commune de Mirebeau sur Beze.

Fait à Dijon, le **20 DEC. 2018**

LE PRÉFET
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général,



Christophe MAROT

